

« Les déportés venaient rue Leroux comme on appelle au secours... »

Tous ceux qui fréquentèrent la Fédération et son « dispensaire », le centre de diagnostic et de soins Alice-Grosperin dans les mois et années suivant le retour des déportés donnent sur cette période des témoignages particulièrement émouvants.

C'est le cas du Dr Louis Fichez, déporté à Mauthausen, qui fut l'un des maîtres d'œuvre des réalisations médico-sociales de la FNDIRP) ou de Renée Mirande-Laval, avocate, déportée NN. Voici ce que l'un et l'autre écrivirent sur les débuts de la Fédération.

Après l'inévitable passage à l'hôtel Lutetia, j'avais repris mes fonctions d'interne à l'hôpital britannique. C'est là que Frédéric Ricol est venu me chercher. Un type formidable. Il y a une phrase de Marcel Paul qui le dépeint bien : « Ce type-là, si on lui demande de bouffer du ciment armé, il le fera ». Cela pour dire qu'il avait une volonté inflexible.

Je suis arrivé à pied rue Leroux et je suis rentré dans la maison. C'était un pavillon qui appartenait à la princesse Murat. Pour des bureaux, ça allait à peu près mais pour recevoir des gens ? Dans une cour, à droite, il y avait une enfilade de chambres de bonnes tout à fait délabrées.

Notre premier boulot a été la maçonnerie, la peinture. On a passé beaucoup de temps à balayer, remettre des carreaux. On avait l'habitude de travailler dur de nos mains, on sortait des camps. Ensuite il a été possible de constituer l'équipe médicale.

Il a fallu tout inventer. C'était une improvisation, je dirais « magistrale ». Il a fallu tout créer de bric et de broc parce que nous n'étions pas des techniciens de l'administration mais des médecins, des métallos, des employés. On fonçait. Et puis, il y avait les déportés qui continuaient à mourir et pour lesquels peu de choses étaient faites. C'était une course de vitesse.

Au début on a cru que de retour à la vie normale, on allait redevenir normaux

Trois dirigeants historiques de la FNDIRP : les deux présidents fondateurs, Frédéric Henri Manhès (assis) et Marcel Paul (à gauche) avec le Dr Louis Fichez dans les années cinquante. A droite : La cour du « dispensaire », le centre de diagnostic et de soins Alice-Grosperin créé par la FNDIRP rue Leroux. Il s'agit ici de la cour de l'ancien immeuble, celui qu'ont connu les déportés à leur retour.



immédiatement. On s'était trompé. Il faudrait des années pour se rétablir. Quelles luttes pour obtenir des places dans les sanas, en Forêt-Noire, en Suisse ! Quelles mesquineries avons-nous aussi rencontrées dans les services publics. Comme si nous avions vécu comme les autres, comme si notre situation ne méritait pas une attention particulière.

Nous avons fait des analyses, des comptes rendus. Nous sommes allés à l'Académie nationale de médecine pour dire ce qu'on pensait, en critiquant vigoureusement la manière dont les déportés avaient été reçus, sans même leur donner de convalescence : le type cadavérique qui arrivait reprenait son boulot à l'usine, à la mine - c'était un désastre épouvantable. D'où l'idée, par la suite, du centre Jean-Moulin. Le mineur qui sort de

Mauthausen ne doit pas retourner au fond de la mine. Il en mourrait de suite. Il fallait lui apprendre un autre métier à ce mineur-là.

Les déportés venaient rue Leroux comme on appelle au secours. Ils venaient quand ils voulaient. On les recevait. Pour eux, j'étais disponible, un point c'est tout. Et ils avaient totalement confiance. Souvent, ils avaient vu d'autres médecins qui ne connaissaient rien à leurs problèmes. Je ne discute pas la valeur médicale de ces médecins généralistes à travers le pays, mais ils ne pouvaient pas comprendre la pathologie, et notamment la psychiatrie - je dirai la psychosomatique - d'un ancien déporté qui sent qu'il est « foutu », qui a tout un tas de troubles de caractère, par exemple des idées qui vous échappent, la crainte de la foule. Donc, ils avaient confiance en nous.

On les écoutait. On leur parlait, beaucoup, beaucoup. On les soignait passionnément. Et puis, on pouvait leur recommander des hôpitaux où ils seraient bien reçus et où leur cas serait examiné à fond, notamment là où il y avait des médecins déportés.

Quand on se déplaçait en province, on parlait aussi du châtimement des criminels de guerre, de « plus jamais ça » tant de fois rappelé depuis, de l'union des survivants, des pensions.

Nous avions des liens étroits avec l'association des victimes du nazisme de RFA. Elle nous donnait des informations sur les criminels de guerre et nous les dénoncions. Et en France, c'était la même chose. Par exemple, l'un de mes copains gendarme avait été dénoncé par le maire du coin. Quand il est rentré de déportation, il y avait toujours le même ●●●

Cet extraordinaire premier congrès de la rue d'Alésia

« Je nous vois encore, à peine repris par la vie, l'aspect non encore policé, nous rassembler, nous retrouver dès mai 1945, rue Leroux, au hasard de la vacance d'une salle, assis par terre dans la cour, comme les bagnards que nous étions presque encore. C'est toujours avec une émotion très vive que j'ai en mémoire cette petite réunion spontanée, en haut, au deuxième étage, au cours de laquelle, dès mai 1945, hommes et femmes de divers camps nous reconnaissons le colonel Manhès, que d'aucuns comme moi appelaient encore le commandant Manhès, comme celui qui allait présider à notre regroupement et qui devait donner sa vie à cette œuvre.

Nous ne pouvions vivre sans cette rue Leroux. À chaque occasion, à chaque instant, à chaque joie ou à chaque peine, il fallait que nous courions là-bas le dire aux autres, partager encore avec eux nos peines comme nos bonheurs.

La manifestation de cette unité et de cette amitié devait trouver sa plus merveilleuse expression dans l'extraordinaire congrès de la rue d'Alésia. Nous étions tant et tant que l'entassement au congrès ressemblait à l'entassement d'un bloc ; mais là que de rires, que d'exclamations joyeuses, que d'enthousiasme aussi ! Avec quelle profonde gravité nous avons renouvelé le serment fait à nos disparus.

Dès ce retour et dès la constitution de la Fédération, un de nos soucis essentiels avait été de faire tout ce qui était en notre pouvoir pour que le maximum d'entre

nous survive, pour que nous puissions, les uns et les autres, nous soigner. Et il me souvient des jours héroïques au cours desquels nous décidâmes par exemple, de la fondation de la Maison de Fleury-Mérogis.

Nous ne doutions de rien, nous n'avions pas un sou en poche, nous n'avions guère de forces physiques ; mais nous avions toujours la même ardeur qu'aux jours de la Résistance, avec encore en plus les impératifs que nous imposait cette fraternité des camps.

Comment ne pas se souvenir avec émotion des jours de 46 où les « orateurs nationaux » partirent à travers toute la France, de ville en ville, dans les bourgs et dans les grandes cités, appeler le peuple de notre pays à l'aide, lui dire pour sa sauvegarde, ce qu'avaient été la déportation et ses souffrances, et lui demander de nous aider à fonder cette maison, ce centre Jean-Moulin, qui devait permettre à nombre d'entre nous de se replacer dans le monde d'après-guerre.

RENÉE MIRANDE-LAVAL (1965)

■ Avocate, Renée Mirande-Laval (1908-1979) a participé dans la Résistance à la direction du Front national des juristes. Elle fut déportée NN dans plusieurs prisons allemandes puis à Ravensbrück et Mauthausen. Membre du bureau national en 1956 et à la présidence en 1978, elle assurait des permanences juridiques à la FNDIRP.



L'entrée du centre Jean-Moulin de post-cure et de réadaptation professionnelle à Fleury-Mérogis, inauguré en novembre 1948 par la FNDIRP. Ci-contre, une classe de dessin industriel du centre.

●●● maire. Pour peu, c'est le gendarme qu'on aurait mis en taule ! Il fallait intervenir. À cette époque, nous avons beaucoup rêvé et nous étions préoccupés d'informer le monde entier de ce qui était arrivé. Dès janvier 1946 le journal est sorti. On tenait des conférences, des réunions d'information avec, toujours la peur qu'un jour le monde puisse revivre un tel drame. Oui, déjà en 1946 !

Et le centre Jean-Moulin, parlons-en. Tous ces jeunes, déportés avant d'avoir fini leur squelette et avant d'avoir appris un métier, on ne pouvait pas les laisser tomber. Dans les sanas, nos copains avaient le sentiment de perdre leur temps. En sortant, ils n'avaient rien. Alors, nous avons créé Jean-Moulin. Non sans mal. Le COSOR nous a aidés, et il y a eu la première grande souscription de la FNDIRP. Tout l'argent, nous l'avons investi pour démarrer des sections d'ajustage, de tournage, de dessin industriel, de fraisage, de jardinage, de comptabilité. À l'époque, c'était difficile d'obtenir une prise en charge. L'argent arrivait des mois après l'admission. Et on ne pouvait pourtant pas attendre pour secourir les camarades, pour les aider à franchir le pas qui allait leur permettre de revivre. Il fallait faire fonctionner l'établissement, payer les moniteurs, nourrir tout ce monde. On devait de l'argent partout. Plusieurs fois on a pensé qu'on allait faire faillite. On a même été traînés devant les tribunaux. Mais on ne voulait pas lâcher. Il fallait tenir et tenir encore pour nos copains. Les secourir comme dans les camps. Quelle époque ! Et il y a eu de telles satisfactions ! J'ai le souvenir de deux Bretons qui étaient marins pêcheurs. Aller pêcher en Islande, ce n'était plus possible pour des déportés qui ont été faméliques. Donc il fallait leur apprendre autre chose : on avait décidé d'en faire des comptables. Ils étaient dépassés par ce qu'on leur enseignait. Ils se sont accrochés et ils sont sortis diplômés. Je ne me souviens plus du nombre de gens que nous avons sortis diplômés du centre Jean-Moulin. Ils étaient motivés, c'était vraiment formidable. J'ai passé là un temps merveilleux en tant que médecin-directeur.

Quelle époque et quels personnages ! Il y avait le père Bonaventure,

un franciscain plein d'humour. J'ai rarement rencontré un tel orateur. Le révérend père Riquet, prédicateur à Notre-Dame, un grand monsieur. Et Marcel Paul que j'adorais, comme tout le monde. Et Frédéric-Henri Manhès. Une sorte de guerrier du Moyen âge, un « Bayard », quelqu'un comme ça. Le geste superbe, la crinière blanche qui commençait à repousser, puis son prestige. Il était compagnon de la Libération, président de la Fédération, commandeur de la Légion d'honneur. Il avait le verbe haut. Il était éloquent mais, attention, cassant aussi. C'était un fonceur. Quand il dressait un habit à un collabo, c'était formidable. Pas tendre. Quel homme ! 00

Et M^{lle} Lamaudière, l'assistante sociale de la première heure ! C'était une femme d'une ténacité inouïe. Elle a obtenu beaucoup de choses pour le dispensaire de la rue Leroux. Il était quasiment impossible de lui refuser quoi que ce soit. On la chassait par la porte, elle revenait par la fenêtre. Elle ne renonçait jamais. Il y avait des médecins comme Wetterwald ou Heller, des dirigeants tels Marie-Claude Vaillant-Couturier ou Frédéric Ricol. Nous avons fait de grandes manifestations. À cette époque, nous étions parfois très durs. Nous sortions des camps. Et puis nous voulions tellement notre grande association.

DR LOUIS FICHEZ (1985)

■ Résistant déporté à Mauthausen, où il fut affecté au Revier du camp, Louis-François Fichez (1916-1987) fut membre du comité national dès 1946. Chargé du service médico-social, il fut responsable du dispensaire, puis directeur du centre Jean-Moulin et médecin-chef du centre hospitalier Frédéric-Henri Manhès, membre de la présidence de la FNDIRP. Il fut aussi secrétaire général de la commission médicale de la FIR (Fédération internationale des résistants) et co-auteur d'une des premières études (1948) sur « les séquelles des états de misère physiologique » ; ces études servirent de base scientifique pour l'élaboration du « guide-barème » de 1953 qui prévoit l'indemnisation, dans le Code des pensions militaires, des séquelles à court et long terme de la déportation.